

# HENRI DE LÉPINAY

INGÉNIEUR - ARCHITECTE DPLG - EXPERT PRÈS LA COUR D'APPEL DE PARIS

7 RUE PIERRE-CHAULIN  
78150 LE CHESNAY

LA COUR DE KERBERNARD  
44410 ASSERAC

Tél. : 01 39 54 72 42

Tél. : 02 51 10 28 43

Fax : 01 39 54 75 29 - Mél : [henri@lepinay.org](mailto:henri@lepinay.org)

Le 3 février 2005

Réf. :

Assérac (Loire-Atlantique)  
Parc industriel d'aérogénérateurs

Monsieur le Préfet de Loire-Atlantique  
Préfecture  
6 quai Ceineray  
BP 33515  
44035 NANTES CEDEX 1

Monsieur le Préfet,

À quatre reprises depuis mars 2003<sup>1</sup>, j'ai appelé votre attention sur l'opacité avec laquelle s'est monté un projet d'éoliennes sur le territoire de la commune d'Assérac (Loire-Atlantique). Et par mon récent courrier datée du 16 janvier dernier, je vous faisais part de ma surprise d'apprendre par la presse qu'un tel dossier pouvait avoir été déposé par ses promoteurs dans vos services, en vue de son passage devant la Commission départementale des sites, perspectives et paysages, sans que la population ni même les propriétaires fonciers n'aient été informés.

Il se confirme donc que les promoteurs du parc éolien et la municipalité n'ont pas l'intention de solliciter l'avis des citoyens concernés avant le dépôt du permis de construire, ce qui m'apparaît totalement inadmissible compte tenu des déclarations de la profession de l'éolien, de celles des plus hautes autorités de l'État, et des engagements internationaux de la France en matière de participation du public aux décisions qui le concernent.

Dans ces conditions, il appartient maintenant aux citoyens eux-mêmes de pallier les carences de ces promoteurs pour faire valoir leurs propres points de vue face aux arguments forcément partisans, puisque préparés par des prestataires qu'ils auront rémunérés pour cela, qui seront développés notamment et très prochainement devant la Commission des sites.

Vous voudrez bien trouver ci-joint, une analyse critique que j'ai moi-même rédigée, bien évidemment sans disposer des renseignements concernant le détail projet lui-même : je n'ai donc pu me livrer qu'à une analyse circonstanciée de l'implantation du site pressenti, des emprises foncières disponibles, et des principes généraux d'insertion dans le paysage.

---

<sup>1</sup> 1<sup>er</sup> mars 2003, 19 novembre 2003, 26 avril 2004 et 16 janvier 2005.

# HENRI DE LÉPINAY

INGÉNIEUR - ARCHITECTE DPLG - EXPERT

Tous les éléments démontrent qu'un tel projet a un bilan bienfaits/inconvénients particulièrement négatif à tous égards, qu'il n'aurait jamais dû arriver devant la Commission des sites, et que ses promoteurs seraient bien inspirés de ne pas persévérer dans leur demande.

C'est pourquoi, je suis confiant dans la décision négative que devrait prendre la Commission des sites lors de sa séance du 16 février prochain.

Je profite du présent courrier pour vous communiquer la Déclaration commune qu'ont tout récemment adoptée les associations nationales, reconnues d'utilité publique, de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine bâti et paysager<sup>2</sup> : les présidents des associations nationales sont bien conscients des véritables enjeux de notre planète, en particulier des effets déjà réels, même s'ils ne sont pas forcément mesurables, d'un excès de production de gaz à effet de serre, et, en conséquence, ils sont *a priori* favorables à un développement de la production d'énergie à partir de sources renouvelables.

Néanmoins, sur le problème spécifique de l'éolien, ils ne peuvent que constater une multiplication anarchique des projets pour lesquels tous les aspects n'ont pas été pris en compte, notamment en termes de paysage ou de concertation. Cette situation de développement non maîtrisé est à l'origine de rejets de la part des populations concernées.

Vous souhaitant bonne réception de la présente, je vous prie de croire, Monsieur le Préfet, en l'expression de mes sentiments les meilleurs,



Henri de Lépinay.

P.j. : 2

---

<sup>2</sup> Réunion de associations nationales reconnues d'utilité publique de sauvegarde du patrimoine bâti et paysager : [www.G8-Patrimoine.org](http://www.G8-Patrimoine.org)

# Réunion des associations nationales de sauvegarde du patrimoine bâti et paysager

Reconnues d'utilité publique

## *Déclaration commune des associations nationales sur le développement des projets d'éoliennes*

1<sup>er</sup> février 2005

### **FNASSEM**

Fédération Nationale  
des Associations de Sauvegarde des Sites  
et des Ensembles Monumentaux  
reconnue d'utilité publique  
par décret du 11 janvier 1983  
32 rue Victor-Hugo, 92800 PUTEAUX  
Tél. : 01 41 18 50 70  
www.associations-patrimoine.org

### **La Demeure Historique**

Association des monuments historiques privés  
reconnue d'utilité publique  
par décret du 29 janvier 1965  
57 quai de la Tournelle, 75005 PARIS  
Tél. : 01 55 42 60 00  
www.demeure-historique.org

### **Ligue Urbaine et Rurale**

reconnue d'utilité publique  
par décret du 27 août 1970  
8 rue Meissonier, 75017 PARIS  
Tél. : 01 42 67 06 06

### **Maisons Paysannes de France**

reconnue d'utilité publique  
par décret du 20 mars 1985  
8 passage des Deux-Sœurs, 75009 PARIS  
Tél. : 01 44 83 63 63  
www.maisons-paysannes.org

### **REMPART**

Union des associations pour la Réhabilitation  
et l'Entretien des Monuments  
et du Patrimoine Artistique  
reconnue d'utilité publique  
par décret du 13 juillet 1982  
1 rue des Guillemites, 75004 PARIS  
Tél. : 01 42 71 96 55  
www.rempart.com

### **Sauvegarde de l'Art Français**

reconnue d'utilité publique  
par décret du 22 novembre 1925  
22 rue de Douai, 75009 PARIS  
Tél. : 01 48 74 49 82  
e-mail : sauvegardeartfrancais@noos.fr

### **Société pour la Protection des Paysages et de l'Esthétique de la France**

reconnue d'utilité publique  
par décret du 7 novembre 1936  
39 avenue de la Motte-Picquet, 75007 PARIS  
Tél. : 01 47 05 37 71  
sppef.free.fr

### **Vieilles Maisons Françaises**

reconnue d'utilité publique  
par décret du 2 mai 1963  
93 rue de l'Université, 75007 PARIS  
Tél. : 01 40 62 61 71  
www.vmf.net

### **Les associations nationales, reconnues d'utilité publique, de défense du patrimoine bâti et paysager,**

- constatant avec inquiétude la multiplication anarchique des projets d'éoliennes sur notre territoire,
- constatant que les lois et règlements existants pour la protection et la mise en valeur de notre patrimoine bâti et paysager se révèlent totalement inadaptés face aux caractéristiques de ces machines,
- constatant que le débat public avec les habitants n'a souvent pas lieu, ou qu'il l'est sans qu'une information suffisante, impartiale et transparente, soit donnée,
- constatant que, dans ces conditions, les projets font se déchirer les communautés d'habitants, faute d'avoir fait monter la connaissance et la compétence tant chez les élus que parmi la population,
- constatant que les promoteurs des projets mettent en exergue le caractère non polluant et conforme au « développement durable » de leurs installations sans tenir compte de ce qu'est réellement le développement durable,
- constatant que de nombreux projets sont montés avec une ampleur volontairement limitée de façon à pouvoir bénéficier d'avantages financiers,
- constatant que les montants financiers en jeu perturbent les jugements individuels et aveuglent les esprits des responsables municipaux ou des propriétaires de terrains ;

### **fortes de leurs dizaines de milliers d'adhérents attachés à la protection du patrimoine bâti et paysager,**

**affirment** qu'en matière d'environnement et de développement durable, la préservation des paysages est un objectif majeur et non une contrainte, et que la réduction des émissions de gaz à effet de serre doit passer avant la production d'électricité à partir de sources renouvelables,

### **demandent :**

- **En matière de compétence :**
  - que le préfet du département reste l'autorité compétente pour l'octroi du permis de construire des éoliennes, sur avis de la commission départementale chargée des sites et après avoir consulté les maires des communes intéressées, les services déconcentrés de l'État et s'être assuré d'une concertation préalable suffisante avec les populations concernées ;
- **En matière de démocratie et de prise en compte des aspirations du citoyen :**
  - que les préfets rejettent toutes les demandes de création de sites éoliens qui n'auraient pas fait l'objet, *avant toute formalité administrative*, d'un débat démocratique suffisant et d'une concertation avec les habitants, comprenant l'information et la formation éventuellement nécessaire pour que les véritables enjeux soient compris ;

▫ **En matière de protection du patrimoine bâti et paysager :**

- que, dans l'attente d'une nouvelle réglementation, soit refusé tout projet en vue d'un monument historique, ou situé dans une zone naturelle protégée en raison de la qualité de son paysage ;
- que des schémas directeurs précisant des zones d'exclusion et des zones admissibles pour l'implantation d'éoliennes soient établis, d'une manière obligatoire, sous l'autorité des préfets, après une large concertation notamment avec des associations significativement représentatives de défense et de mise en valeur du patrimoine ;
- qu'une étude d'impact soit réalisée pour tout projet éolien, quelle que soit la puissance installée, par des professionnels réellement indépendants et aux frais du promoteur, sous le contrôle notamment des associations de sauvegarde, prenant en compte tous les aspects du développement durable ;
- que les préfets prennent mieux en compte les avis des services déconcentrés de l'État et qu'aucun projet ne soit autorisé si ceux-ci ont émis des avis défavorables ;

▫ **En matière d'adaptation de la réglementation :**

- que notre pays se dote de nouvelles réglementations adaptées aux dimensions et à l'impact visuel des projets d'aérogénérateurs ;
- que les conditions de puissance installée et d'achat de l'électricité produite soient revues pour ne pas conduire, du fait des montants prévus ou de la répartition qui en est faite entre les différents acteurs, à l'aveuglement et à l'altération des jugements, ainsi qu'au mitage des paysages ;
- que les projets d'éoliennes soient considérés comme des installations industrielles et traitées comme telles.



Paule Albrecht  
Présidente de la SPPEF



Édouard de Cossé-Brissac  
Président de la Sauvegarde de l'Art Français



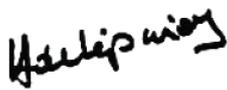
Michel Fontaine  
Président de MPF



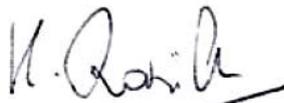
Jean de Lambertye  
Président de la Demeure Historique



Christian Pattyn  
Président de la LUR



Henri de Lépinay  
Président de REMPART



Kléber Rossillon  
Président de la FNASSEM



Philippe Toussaint  
Président des VMF